

## LES JOURNALISTES MAGHRÉBINS SE RENCONTRENT À RABAT, MAROC

# La presse électronique en débat

L'impératif pour le journaliste de connaître et d'utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication, réviser les législations relatives à l'exercice de la fonction de journaliste à la lumière de l'évolution des TIC, respecter la spécialisation des personnes travaillant dans le domaine de l'information et de la communication (lutter contre le journalisme polyvalent), inciter les syndicats à protéger les droits sociaux et moraux, dont ceux liés à la propriété intellectuelle, mettre fin au monopole de certains groupes des mass-médias, généraliser et bien répartir l'utilisation des TIC sur l'ensemble des territoires nationaux, ouvrir des débats entre les professionnels du métier et les centres de décision en vue de mettre aux normes la charte de l'éthique et de la déontologie, intégrer les modules de communication et de presse électronique dans les processus de scolarisation et d'enseignement professionnel, notamment au niveau des instituts et établissements du monde arabe, redéfinir «blog» et «presse électronique», multiplier les rencontres sous l'égide des organisations professionnelles, des ONG et des Etats sur les thèmes de la presse électronique et tenter d'écarter les volets réglementaires et pratiques, encourager la presse électronique en décernant des prix annuels pour les meilleurs journalistes dans le domaine et élaborer des rapports sur son évolution par les associations professionnelles nationales et continentales. Telles sont les plus importantes recommandations ayant clôturé les travaux des deux ateliers, «le blog et la presse électronique» et «le futur du journalisme et les défis des nouvelles technologies de l'information et de la communication» intervenant dans le cadre de la rencontre maghrébine organisée par le Forum arabe des médias pour l'information et l'environnement, qui s'est tenu les 20 et 21 novembre à Rabat, au Maroc. Outre cela, des propositions à court terme ont été formulées. Il convient d'en citer quelques-unes, organisation de cycles de perfectionnement périodiques dans les domaines du bon usage de l'internet et des techniques de rédaction dans la presse électronique, tenir des rencontres visant à protéger les droits des journalistes, et les intégrer dans les conventions collectives, les contrats de travail et les lois régissant la profession et celles de l'emploi en général, inciter les syndicats et les associations professionnelles à installer des ateliers de travail visant à réactualiser les chartes d'éthique et de déontologie et ouvrir le dialogue avec les ministères de l'éducation et de l'enseignement professionnel, organiser des portes ouvertes par les employeurs du monde de la presse au profit du public en vue de prise de contact et d'échanges.

Hormis la corporation mauritanienne, celles de la composante

du Maghreb, Algérie (trois journalistes du *Le Quotidien d'Oran*, *Le Soir d'Algérie* et l'arabophone *Akher Saa*), Tunisie, Libye et le Maroc, étaient présentes, ainsi que l'Egypte, étant le pays où siège le bureau de l'AMFED, l'organisation organisatrice. On relève également la présence du vice-président de l'Union générale des journalistes arabes, le Marocain Abdallah El Bekkali, le Syndicat marocain des journalistes, sous la houlette de son président Younès Medjahed, et de l'ambassadeur du Yémen en Tunisie, Hocine El Aouadi.

Dans son allocution inaugurale au siège du ministère de la Communication, Randa Fouad, présidente de l'AMFED, a brossé exhaustivement les réalisations du forum et les perspectives fixées à 2011, dont l'organisation de conférences et de consultations régionales au Moyen-Orient et dans les pays du Golf, se rapportant aux volets des médias et de l'environnement. Elle a ajouté que cette rencontre s'inscrit dans le cadre du «dialogue pour le développement, l'information et la société participative», organisée conjointement par l'Union générale des journalistes arabes et l'Agence américaine pour le développement.

### Gros plan sur les médias au Maghreb

Thème très à la mode, le journalisme électronique, ou «deuxième déluge», selon Pierre Lévy, cité par le journaliste et chercheur tunisien dans les sciences de l'information et de la communication, Zayoud Moez, a brusqué la profession depuis que beaucoup d'éditeurs en papier ont mis la clé sous le paillason ou appréhenderaient l'avenir la main sans plume ou depuis que les photos et articles alimentant les sites les plus visités, Facebook et Youtube, sont devenus une source d'information pour les journalistes du monde entier. C'est ce qui a attisé les craintes des associations des éditeurs de par le monde. Des chiffres effrayants l'illustrent. Dans sa communication intitulée «médias et nouvelles technologies en Tunisie et en Libye : problématiques et réalités», le chercheur tunisien compare la presse électronique à un contenant sans contenu. Il signalera aussi que son danger ne sera pas seulement ressenti par le secteur des médias, mais aussi par celui économique, entre autres. Il s'en tiendra à deux corroborations pour son argument. La première, le chômage qui a touché 2 300 journalistes français durant les 10 premiers mois de l'an 2009. La deuxième est plus proche de nous, quant à elle, et concerne les répercussions sur le plan de la rentabilité suite à la décision prise par la presse électronique en Tunisie et Libye de publier tous leurs articles gracieusement. Zayoud, dans une



approche comparative entre les deux pays, rapporte que le taux d'utilisation de l'Internet dans le premier pays est de l'ordre de 30,6 %, alors que celui du second est de 5,09 %. Il révélera également un paradoxe : la technologie n'a pas apporté le développement requis en matière de qualité des contenus et d'épanouissement linguistique, les parcours des deux agences de presse des deux pays en sont la preuve. Au sujet de la télévision numérique terrestre, la TNT, dont l'utilisation sera généralisée en Tunisie d'ici à 2014, le communicant dira : «Elle ne sera jamais une réussite dans les pays du Maghreb, à moins qu'on ait recours à la TNT mobile en vigueur en Allemagne.»

Dans la foulée des statistiques liées à l'introduction des TIC dans l'espace maghrébin, le deuxième conférencier, Mohammed Bachir Ezzenaki, consultant marocain en communication, signale, dans une communication intitulée «la situation de l'information et des TIC en Algérie, au Maroc et en Mauritanie», une percée étonnante de son pays dans le domaine de l'utilisation de l'Internet, avec un taux de 14 %, et ce en dépit de la cherté de l'abonnement, alors que l'Algérie n'est pas loin de la Libye avec un taux de 5,33 %. Concernant la Mauritanie, le consultant ne fournit pas de chiffres, mais souligne que cet outil a été introduit dans le pays en 1998. Depuis, l'Etat accorde des facilités pour l'importation des micro-ordinateurs et des équipements informatiques, qui se sont traduites sur le terrain par l'exonération des droits d'imposition et des douanes. Le conférencier passera également en revue les

grandes dates ayant marqué le développement de la presse privée dans les trois pays, les spécificités de chacune d'entre elles et le sort qui a été réservé aux voix dissonantes dans le cadre des réformes. D'autres intervenants appellent à un contrôle rigoureux de l'utilisation de l'internet. Parmi eux, Mohammed Belghaouet, directeur d'études au ministère de la Communication, qui, tout en valorisant les efforts de son pays dans le domaine de la technologie (le Maroc dispose de 6 chaînes satellitaires, de 25 chaînes radios et d'une télévision captée par mobile), met en garde contre l'usage de la science à d'autres desseins que ceux pour laquelle elle a été conçue. Ce que ne semble pas admettre Abdallah El Bekkali, qui est aussi rédacteur en chef du journal arabophone *El Alem*, «on ne peut mettre un policier derrière chaque utilisateur d'Internet ! Pour le journaliste en particulier, la liberté ne doit pas être délaissée. Une complémentarité entre celle-ci, l'éthique et la responsabilité professionnelle doit également être de mise. Une bonne volonté politique apportera aussi beaucoup en la matière.»

Les conditions socioprofessionnelles dans lesquelles évoluent les journalistes, et le harcèlement dont ils font l'objet, le recul des libertés dans les pays du Maghreb, le cas des frontières entre ces derniers....Et le match Algérie-Egypte du 18 novembre ! Ce sont les autres thèmes qui ont meublé les discussions en marge du programme officiel. Les journalistes et présents en parlaient avec amertume et indignation.

Z. Z.

## ACTUS

Réalisation à Oran  
du premier  
dessin animé  
de moyen métrage

Le premier dessin animé algérien de moyen métrage vient d'être réalisé à Oran par une équipe de la station régionale de l'ENTV, a-t-on appris lors de la présentation de cette œuvre en avant-première pour la presse. Ce dessin animé, qui est inspiré du conte pour enfants «El-assad oua el-hattaba» (le lion et la bûcheronne), de Mourad Senouci, a été élaboré par une équipe pluridisciplinaire de l'ENTV, composée notamment de dessinateurs, d'infographes et d'informaticiens. La réalisation est signée Moqadem Abdelkader, dessinateur, et les voix des personnages sont prêtées par des artistes sous la direction du comédien Samir Bouanani.

L'Algérie et la  
République de Corée  
s'engagent à renforcer  
leur coopération dans  
le domaine des TIC

Le renforcement de la coopération entre l'Algérie et la République de Corée dans le domaine des technologies de l'information et de la communication a figuré au menu d'une rencontre ayant réuni le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, M. Hamid Bessalah, et l'ambassadeur de la République de Corée, M. Choi Sung-Joo, à Alger, a-t-on appris auprès du ministère. Lors de cette rencontre, à laquelle a pris part une délégation coréenne composée des responsables de l'entreprise Woolim, dont son P-dg, M. Kim Jin-Ho, «les deux parties ont examiné l'état des relations bilatérales entre les deux pays dans le domaine des TIC», a-t-on précisé.

Premiers panneaux  
solaires de fabrication  
algérienne  
à partir de 2012

Le groupe Sonelgaz a annoncé la création de sa première usine de fabrication de modules photovoltaïques (panneaux solaires) dont l'entrée en activité est prévue pour 2012 pour un coût de 100 millions de dollars et d'une capacité annuelle de 50 MW. L'annonce a été faite lors de la cérémonie de signature des nouveaux statuts de la société publique spécialisée en équipements d'éclairage public Rouiba Eclairage, maître d'ouvrage de ce projet, à laquelle ont pris part le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, et le P-dg de Sonelgaz, Nouredine Bouterfa.